



Assemblée Générale du Comité National de Géographie

Lyon, le 2 juin 2003

L'Assemblée générale du Comité National de Géographie est déclarée ouverte par le Président Alain Miossec qui remercie vivement les collègues de Lyon2, Lyon 3 et de l'ENS LSH pour l'organisation des Journées Géographiques et plus particulièrement Jean Varlet qui a coordonné le groupe de pilotage inter établissements. Pour ce deuxième " *Printemps de la géographie* " il rend hommage à nos collègues de La Rochelle qui ont inventé ce terme l'an dernier. Ils mettent à la disposition des participants le compte rendu de ces journées sur le thème des mobilités géographiques, coordonné par Samuel Arlaud, Patrick Gonin et Louis Marrou. Il évoque le contexte délicat des grèves nationales des transports et des perturbations dans certaines Universités qui nous prive de la présence annoncée de nombreux membres. Il félicite les collègues qui ont néanmoins pris des risques pour assister à des journées qu'il souhaite fructueuse. Il se réjouit de la présence de fortes cohortes de jeunes enseignants-chercheurs traduisant un net rajeunissement des participants. Avant de donner la parole à Paul Arnould, Secrétaire Général du CNG, pour son rapport moral, il demande à l'assistance d'observer une minute de silence à la mémoire de nos collègues disparus au cours de l'année écoulée (Jean Labasse, René Haby, Michel Chevalier, François Cuq, Pierre Michel, Jean Tricart)

Il félicite ensuite nos collègues géographes qui ont été élus présidents de leur Université :

Jean Claude Bodéré, qui entame un deuxième mandat à Brest

Marie Françoise Courel, présidente de l'EPHE

Michel Lussault à Tours

Jean Marie Miossec à Montpellier

Albert Odouard à Clermont Ferrand

Jean Robert Pitte à Paris IV

Michel Pouyllau à La Rochelle

Paul Arnould présente ensuite le rapport moral pour l'année 2003.

Il rappelle les réunions du bureau et du conseil qui ont eu lieu respectivement à Satara, Kruger Park en Afrique du Sud, le 30 juillet 2002 et à l'Institut de géographie, le 13 janvier 2003.

Il précise les rapports du Comité National de Géographie avec l'Union Géographique Internationale. Il évoque successivement les informations reçues par Jean-Robert Pitte concernant d'une part la candidature à la présidence de l'UGI, pour succéder à Anne Buttimer, de notre collègue italien, francophone et francophile, Adalberto Vallega, que nous vous proposons de soutenir et d'autre part le calendrier des prochains congrès de l'UGI. Pour 2006 le congrès intermédiaire, faisant suite à Glasgow, prévu en Israël, est remplacé par Cairns en Australie. Le congrès de 2008 aura lieu à Tunis. Le congrès intermédiaire suivant n'est pas fixé ; pour le congrès de 2012 la ville de Cologne est candidate et notre collègue allemand Bruscher nous demande de soutenir le dossier, ce que nous comptons faire également. Paul Arnould rappelle notre classement en rang A par le Comité Français des Unions Scientifiques (COFUSI), dans le rapport d'évaluation commandé par le ministère de tutelle. Il confirme que sur la suggestion du secrétaire perpétuel Jean Dercourt, membre coopté de notre Comité, nous avons demandé à Jean Claude Lefeuvre, biologiste et écologue de renommée mondiale, directeur de laboratoire au Muséum National d'Histoire Naturelle, grand spécialiste de la baie du Mont Saint-Michel, ardent partisan du dialogue géographes-écologues, de rejoindre le conseil de notre Comité. Les deux prochains chantiers portent d'une part sur l'ouverture en direction des entreprises susceptibles de sponsoriser une partie de nos activités, d'autre part sur le rapprochement avec d'autres comités européens.

La question des commissions du CNG est ensuite évoquée. Certaines commissions semblent moribondes, ne donnent aucun signe d'activités, sans compter le fait aberrant que leur président n'est même pas adhérent du CNG. Ces situations ne sauraient être tolérées plus longtemps. En revanche d'autres commissions manifestent une activité soutenue et font preuve d'une vitalité de bon aloi. Sans vouloir les citer toutes mentionnons :

- celle de géographie rurale qui a programmé son voyage annuel en septembre en Roumanie,
- celle de géographie des espaces tropicaux et de leur développement qui prépare un nouveau colloque, en liaison avec le CNG, à Orléans, du 24 au 26 septembre 2003 sur "*Espaces tropicaux et risques : du local au global*". La fiche de présentation de ces dixièmes journées des tropicalistes constitue un modèle du genre sur le plan du contenu et des partenariats humains et institutionnels,
- la nouvelle commission de géographie physique et environnement qui a organisé un colloque européen sur les risques,
- la commission de géographie appliquée dont le colloque tenu à Lyon, l'an dernier, sous le double patronage de l'AFDG et du CNG marquait la fin d'un clivage, compréhensible historiquement mais dommageable pour la cohésion de la discipline,
- la commission de géographie urbaine qui organise à Libreville avec l'Université locale, l'UQUAM de Montréal et l'Université de Metz un colloque de géopolitique urbaine,
 - la commission de biogéographie dont le site s'enrichit constamment de nouvelles fiches de participants

- Le conseil salue la commission émergente sous forme d'un groupe de travail des sciences de l'éducation et de didactique de la géographie animée conjointement par Gérard Hugonie, Robert Sourp et Michelle Masson.

- Plusieurs de ces commissions doivent se réunir durant ces journées avec une assistance rajeunie qui laisse bien augurer du renouvellement des générations.

- Il est rappelé que toutes les informations sur l'activité des commissions sont appelées à nourrir le site du Comité, piloté par Gérard Joly.

- Paul Arnould dresse un rapide bilan du congrès de Durban. La présence française y a été particulièrement forte. L'excursion pré congrès confiée à Roland Pourtier a été remarquablement organisée par nos collègues sur place de l'IRD et de l'IFAS, avec une mention toute particulière à Benoît Antheaume pour son rôle de grand coordinateur disponible et efficace, ainsi qu'à tous les collègues qui nous ont présenté le pays et leurs recherches. Le temps fort de ce congrès fut la remise par Anne Buttimer, présidente de l'Union Géographique Internationale (UGI) de la médaille d'honneur à Nelson Mandela. A l'occasion de ce congrès ont été distribués plusieurs centaines d'exemplaires de l'ouvrage " *Regards sur l'Afrique* ", numéro spécial de la revue *Historiens Géographes*, coordonné par François Bart, Jacques Bonvallot et Roland Pourtier. Cette distribution effectuée sur le stand loué par le Comité dans le palais des congrès nous a permis de nouer le dialogue avec des centaines de collègues de tous pays. Merci à tous les collègues qui ont assuré la décoration et la tenue en continu de ce stand avec une mention spéciale pour Gérard Joly, grand maître de la logistique et Marie Jo Bonvallot et Sarah Veyret-Mekdjian, ambassadrices de charme et d'esprit de la géographie française.

Paul Arnould fait ensuite le point sur la question du prix des meilleures thèses de géographie, créé cette année par le Comité National, avec l'appui du CNU. L'objectif est de demander au CNU de proposer une liste de 10 à 20 thèses, jugées par ses 36 membres, comme étant les meilleures du cru annuel évalué pour qualification de leurs auteurs aux fonctions de Maître de conférences des Universités. Les candidats retenus sont ensuite évalués par le CNG qui transmet les meilleurs ouvrages, pour classement, à un jury composé de cinq collègues représentant différents courants et sensibilités dans notre discipline : Annette Ciattoni, Bernard Dézert, Michel Hagnerelle, Jean-Pierre Peulvast et Jean-Louis Tissier. Le prix attribué sera 1 000 euros et deux accessits (300 euros chacun) seront également décernés. Le cahier des charges, le plus simple possible vise à couronner des travaux pionniers, solides et de lecture passionnante. La remise des prix sera effectuée pendant le Festival International de Géographie (FIG), de Saint-Dié-des-Vosges.

Le secrétaire général informe ensuite les participants à l'Assemblée générale de l'état des réflexions sur l'ouvrage prévu pour le prochain congrès international de Glasgow en août 2004. Sur une suggestion d'André Dauphiné il avait été envisagé de programmer une contribution sur " *L'état de la géographie* ", dressée par des géographes et des non géographes. Sur une suggestion du président Alain Miossec il est finalement envisagé de centrer notre réflexion sur la thématique, trop facilement traitée de " tarte à la crème " mais porteuse actuellement, du " *Développement durable* " où les géographes français sont encore insuffisamment présents. A côté d'analyses proposées par les géographes il sera fait appel à des contributions de disciplines voisines comme la sociologie, l'économie, la géologie, l'écologie, le droit, la philosophie.... Un groupe de travail constitué d'Alain Miossec, Paul Arnould, Jean Soumagne, Yvette Veyret et Jean-Robert Pitte pilote ce projet pour lequel toutes les suggestions et propositions sont les bienvenues. Une contribution de Vincent Clément a été transmise au comité. Jean-Paul Charvet a proposé de caractériser les enjeux du développement durable dans le contexte des espaces périurbains de huit métropoles européennes, projet européen Interreg III, sur lequel son laboratoire DYAME travaille actuellement.

Paul Arnould fait également état de la création à Lyon du site " *Géoconfluences* " à l'Ecole Normale Supérieure de Lettres et Sciences Humaines de Lyon. Ce site, proposé par la direction des enseignements scolaires (DESCO), est un espace de partage et de ressources en géographie. Initié par Armand Frémont et Gérard Dorel, à l'échelon national et relayé par l'Inspecteur pédagogique régional, Jean-Louis Carnat. Ce site est géré et alimenté par Sylviane Tabarly avec l'appui, au départ,

de Frédéric Dufaux et des enseignants de l'ENS LSH. Il est destiné à la formation et à la documentation des enseignants en géographie. Il met à leur disposition les ressources issues du monde de la recherche, des universités, des grandes écoles. Il a vocation à créer le réseau le plus large possible de collaborateurs soucieux de diffuser sous une forme concise, claire et ramassée le produit de leurs recherches. Les liens avec de multiples sites existant déjà en géographie, comme celui du CNG, des cafés géographiques, du FIG de Saint-Dié... en fait un outil complémentaire des précédents.

Avant de passer aux débats sur le devenir des revues de géographie et sur le nouveau système universitaire du LMD (Licence Maîtrise, Doctorat), également affublé du nom de code 3-5-8, Paul Arnould passe la parole à Jean Soumagne, trésorier du CNFG, qui présente les comptes de l'association pour l'année 2002. Les débits du compte courant se sont montés à un total de 20 667,54 euros, contre 12 171,30 euros de crédits. Ce déséquilibre du budget courant fait de 2002 une année particulière par suite de l'importance de l'engagement financier lié à la publication du gros ouvrage "*Regards sur l'Afrique*" qui a représenté près de 60 % des dépenses (tirage et brochage spéciaux, expédition de 200 exemplaires en Afrique du Sud, envoi à tous les adhérents). Ce choix correspond à la politique du Comité National d'assurer une forte visibilité de la recherche géographique française à l'échelon international lors des Congrès de l'U.G.I. (tous les quatre ans) et de certains symposia intercongrès. Dans ce but, le compte avait été provisionné par l'excédent des recettes sur les dépenses en 2001. Côté recettes 2002, on note, en dehors des cotisations annuelles, une aide de fonctionnement du COFUSI qui, par ailleurs, a réglé directement la cotisation du CNFG à l'UGI. Le second poste de dépenses a été représenté par les missions et déplacements (environ 20 %), le troisième se compose de frais ordinaires de secrétariat. Pour ce qui est des recettes 2002, soit 12 171,30 euros, les cotisations représentent 10 168,43 euros.

La situation financière des premiers mois de 2003 est marquée par des rentrées convenables des cotisations (près de 400 à la fin juin) et par des dépenses modérées. L'objectif reste de préparer les futurs engagements, et en particulier la publication d'un ouvrage pour le congrès UGI de Glasgow, par un provisionnement suffisant. Par ailleurs, la visibilité du Comité national sera de nouveau assurée cette année par la location d'un stand au FIG à Saint-Dié.

Gérard Joly, secrétaire chargé du site du comité, dresse un bilan satisfaisant de la fréquentation du site Internet en termes de notices, de références bibliographiques, d'annonces de manifestations, de "bouche-à-oreille", de comptes rendus des commissions.

Rapports moral et financier obtiennent un vote favorable de l'unanimité des participants à l'Assemblée générale.

L'intervention d'Alain Miossec a ensuite porté sur la réforme du LMD et singulièrement sur les masters. Directeur adjoint (Direction des Sciences de l'Homme et des Humanités) à la Mission Scientifique, Technologique et Pédagogique du Ministère de la Recherche, il précise d'entrée que son intervention ne saurait délivrer une parole officielle qui d'ailleurs n'existe guère. Il rappelle que la politique nouvelle a été décidée lors de l'hiver 2002 et que les textes encadrant la réforme brillent par leur caractère imprécis. D'où les difficultés de tous ceux qui, lors de la vague A, ont tenté de mettre en place une offre de masters. Le rôle de la Mission a été et reste l'expertise des maquettes envoyées par les Universités : Ces maquettes sont examinées, pour la géographie, par 23 experts. Elles le sont de la manière la plus positive qui soit. La mission n'a pas pour objectif une quelconque normalisation. Elle s'est aussi construite une philosophie des masters à mesure que les maquettes lui parvenaient. La plupart des propositions ont fait l'objet de navettes, dont le but n'est que d'améliorer, à partir des suggestions des experts, l'offre faite aux étudiants : Tout procès d'intention, sur une quelconque censure, est vain et ne peut que contribuer à affaiblir la position de notre discipline.

On peut rappeler que le master est divisé en domaines, mentions et spécialités (options à l'intérieur des spécialités). Pour la vague A, l'offre a été très variée selon l'appréciation que l'on avait du diplôme : Certaines universités présentent peu de masters (mais avec des arborescences importantes) alors que d'autres au contraire offrent un grand nombre de master. Ce contraste traduit en fait

l'ambiguïté fondamentale du diplôme, sans doute considéré par beaucoup comme le simple décalque des DEA (pour le M2) : En réalité, il témoigne surtout d'une réflexion insuffisante au niveau de l'établissement car c'est tout de même lui, en dernière ligne, qui présente son offre de formation. Faute de débats au sein de l'Université, chacun a fait ce qu'il a voulu avec des bonheurs assez divers...

Sans entrer dans le détail, on rappellera que les masters visent au fond à harmoniser, à l'échelon européen, une offre de formation. Après une vingtaine d'années où les réseaux ERASMUS puis SOCRATES ont favorisé – avec des succès contrastés – la mobilité des étudiants et des enseignants, le système LMD doit rendre plus claire l'offre des différentes universités. Cela implique évidemment que l'on accepte une certaine forme de concurrence (il faut être d'ailleurs naïf (ou pire), pour penser que l'égalité existe aujourd'hui, même à l'échelle française) et que l'on mette l'accent sur l'originalité locale et sur l'excellence reconnue. Des masters de " géographie " sans plus de précision ne sauraient attirer au-delà des limites de l'Université qui les propose. A chacun donc de présenter les formations les plus représentatives des capacités locales en matière de recherche : Il est tenu particulièrement compte dans les expertises des supports que représentent jeunes équipes et surtout équipes d'accueil ou UMR du CNRS. Ceci est une des hypothèses de base : que les géographes proposent des masters dont ils forment le cœur disciplinaire. Il en va d'ailleurs de l'avenir de la discipline. L'autre hypothèse sur laquelle chacun doit aussi travailler, c'est l'ouverture pluridisciplinaire des masters, construits avec d'autres partenaires au sein de l'Université, que les géographes soient les rassembleurs ou qu'ils constituent un appui appréciable à des formations innovantes et lisibles, susceptibles d'attirer des étudiants venant d'horizons géographiques variés et bien entendu pour les plus originales d'entre elles européens. Peu importe d'ailleurs ici que la spécialité soit la recherche ou le professionnel. Ces mêmes masters professionnels supposent également un engagement fort des milieux professionnels, aptes à dégager les emplois nouveaux.

A chacun donc de réfléchir à l'offre de formation, en accord bien entendu avec l'Université qui, en dernier recours, cautionne les financements. Ce volet n'est évidemment pas négligeable si, comme il est écrit, on doit fonctionner à " moyens constants ". La Mission est là pour expertiser mais elle est là surtout pour aider les départements à formaliser leur offre de la manière la plus claire possible. Que chacun l'entende bien ainsi...